

COMPTE RENDU
Mercredi 30 juin 2010

10 h – 12 h

IDS – route de Duclair – BP 118 - 76380 CANTELEU (Rouen)

Salle R 7

Réunion du comité d'orientation

Du pôle ressource « recherche-formation » de l'intervention sociale (P2RIS) de Haute-Normandie

Personnes présentes:

Madame Batime (IDS), Monsieur Belqasmi (IDS), Monsieur Boucher (IDS), Madame Boscher (Cres), Monsieur Cesselin (ITEP La Houssaye), Monsieur Charbonnieras (DRJSCS Formation animation), Monsieur Chougui (CAF de Rouen), Monsieur Decoux (IDS), Monsieur Denoncin (UNIFED région), Monsieur Deschamps (DRJSCS), Madame Even (Conseil Régional Haute-Normandie), Madame Flament (PJJ de Haute-Normandie), Monsieur Follea (CREFOR), Monsieur Gaillon (CNAM Haute-Normandie), Madame Le Bail Bonnard (IDS), Monsieur Logiou (IDS), Madame Loiret (IFEN), Monsieur Lourdel (IDS), Madame Maillochon (IUT du Havre), Monsieur Marlière (IDS), Madame Menou (Conseil Général 76), Madame Panel (AMER), Monsieur Roger (IDS).

Personnes excusées :

Monsieur Groult (URIOPSS), Madame Lerat (UNIFAF), Monsieur Villet (ORS).

La réunion commence par la présentation de l'ordre du jour ainsi que sa modalité d'animation par l'utilisation du site Internet du P2RIS. Ce site a été élaboré à partir des travaux du groupe réseau thématique « valorisation ».

Accueil et qu'est-ce que le P2RIS?

Visualisation de la page d'accueil et de la rubrique « qu'est-ce que le P2RIS? » dans laquelle est intégré le diaporama présenté en septembre 09.

Ce site va s'alimenter au fur et à mesure des informations, précisions et rectificatifs apportés par chacun des membres et partenaires.

Membres et partenaires

À l'issue de la présentation de la liste des membres et des partenaires [les membres sont signataires de la convention à la différence des partenaires], la représentante du conseil régional rappelle que son institution n'a pas souhaité présider P2RIS et n'a pas signé de convention.

Le conseil régional comme le représentant de l'État (DRJSCS) et des conseils généraux (Seine-Maritime et Eure) sont membres de droit.

Activités du pôle

Cette partie fait apparaître, outre la composition du comité de pilotage, l'ensemble des informations sur les réunions avec notamment les comptes-rendus.

Faut-il mettre ces comptes-rendus en ligne?

Les participants se sont exprimés aux différentes réunions, sans avoir été informés d'une diffusion en ligne des propos tenus.

Le principe retenu est donc une validation par l'ensemble des participants avant toute diffusion.

Les membres et les partenaires ont une semaine de délai pour apporter les modifications avant diffusion des coordonnées du site.

Le logo CRES et IREPS fait bien apparaître les deux sigles CRES et IREPS ; toutefois l'IREPS n'apparaît pas ensuite dans la partie texte [modification à réaliser].

Le représentant de la CAF de Rouen signale que c'est cette dernière qui est signataire de la convention et non la CAF de Seine-Maritime [modification à réaliser].

Quelques commentaires apparaissent à la visualisation de la liste des membres du conseil scientifique.

On constate qu'il n'y a pas beaucoup d'acteurs locaux ; par exemple l'ORS n'a pas signé pour être dans le conseil scientifique et on attend des réponses des universitaires de la région.

La prépondérance des universitaires en sociologie et des sciences de l'éducation dans ce comité scientifique est-elle volontaire?

Des participants préconisent la présence d'universitaires issus notamment de la psychologie sociale ; ils souhaitent que des travaux sur les troubles psycho-sociaux, la vulnérabilité soient aussi valorisés. Il est notamment proposé de contacter un psychosociologue travaillant sur ces problématiques.

Différents chercheurs, universitaires et laboratoires ont été sollicités ; c'est le cas notamment des géographes de l'université de Rouen et le GRHIS. Nous attendons confirmation de la participation du département de sociologie de l'université de Rouen, par ailleurs impliqué dans le cadre de la formation au DEIS.

Dans le cadre du *réseau thématique recherche*, cinq réunions ont eu lieu. L'université de Rouen, la CAF de Rouen, le CNAM de Haute-Normandie, CREFOR de Haute-Normandie ont présentés études et recherches selon les modalités du séminaire; un débat suit la présentation faite par l'intervenant.

Le LERS, l'ORS et le conseil général de Seine-Maritime présenteront leurs travaux entre septembre et décembre 2010. Il faudra envisager une séance supplémentaire afin de préparer un colloque transversal dans l'objectif de donner du sens aux travaux sur l'intervention sociale en Haute-Normandie.

Pour les réunions à venir d'autres thématiques sont à envisager avec d'autres acteurs.

Est-ce que ces séminaires sont réservés aux membres du groupe thématique recherche ?
Peuvent-ils s'ouvrir à d'autres personnes ?

À la différence des conférences transversales ouvertes à tous, ces séminaires étaient réduits à un petit comité ; ceci va toutefois évoluer à l'avenir.

Le principe du pôle, c'est la possibilité de signer une convention mais aussi d'avoir une souplesse permettant des entrées et des sorties permanentes.

Le groupe réseau thématique *expérimentation-formation* a, de tous les groupes thématiques, le plus grand nombre de participants ; ceci peut s'expliquer par son lien avec le terrain. La prochaine réunion aura lieu le 7 juillet 2010.

Praticiens, formateurs et chercheurs ont élaboré et validé le module « comprendre les mutations de l'intervention sociale pour mieux agir ».

La démarche s'inscrivait autour de la question de la compréhension des mutations du travail social, du sens de celui-ci et de la place des politiques. Un des objectifs est de faire un diagnostic des différents changements par les acteurs. Ce module est destiné à se réaliser sur différents sites professionnels.

Pour les institutions et les établissements (petits et grands) du travail social, il y a une nécessité de repenser et construire ses « outils ».

Il faut reconstituer une démarche commune qui respecte les différences.

Il convient aussi d'aborder les orientations politiques qui peuvent gêner les acteurs sociaux, tout en ayant en référence, comme le rappelle un participant, que dans le « discours politique » c'est de démocratie dont il est question.

Actuellement la réflexion et les démarches portent sur les possibilités de financement de ce module de formation/innovations pédagogiques qui devrait commencer en janvier 2011 pour une durée de 9 mois. Il y a quelques perspectives de financement envisageables par UNIFAF; la réponse est pour début juillet.

Le Département est chef de file de l'action sociale. Il apporte à ce titre des financements de façon globale aux établissements et associations, financements qui intègrent les conventions collectives. Le Département n'a pas vocation à apporter un double financement au titre de l'engagement en formation continue des professionnels de ces associations ou établissements. C'est bien la place des autres partenaires. Le manque d'articulation sur ce projet risque de mettre le Département en difficultés, notamment face aux associations compte-tenu des projets de réformes qui se profilent (ex : APA).

Ce module s'inscrit-il dans le DEIS?

La représentante de la région rappelle qu'il y a la nécessité d'inscrire les modules dans le cadre des référentiels de formation existants.

Ce module est construit dans une démarche de recherche-action en analogie avec l'ingénierie sociale développée dans le DEIS. On peut faire un lien entre les stagiaires du module et les étudiants du DEIS.

Quels allègements possibles de cursus dans les formations diplômantes de niveaux II et I, pour les stagiaires ayant réalisés ce module?

Ce module peut aussi susciter des vocations pour intégrer une formation à l'ingénierie sociale.

Les réunions de ce groupe thématique expérimentation-formation pourront, à l'avenir, se mener à l'intérieur des établissements sociaux et médico-sociaux.

Présentation du réseau thématique *valorisation* avec le planning des réunions. Une relance a été faite pour remplir les fiches navettes afin de faciliter le travail du coordinateur du pôle. Comme évoqué en début de réunion, il est important que ce site soit « habité » et alimenté par ces différents membres et partenaires.

Études et recherches

Les laboratoires et observatoires sont présentés dans cette rubrique. Il a été demandé à tous les laboratoires d'envoyer leurs rapports d'activité.

Le CREFOR et l'ORF sont une seule et même structure mais dans ce cadre, c'est plutôt le CREFOR qu'il faut afficher.

L'objectif est d'avoir des résumés des recherches afin que le lecteur puisse ensuite accéder au rapport du laboratoire ou de l'observatoire concerné. Les données statistiques sont aussi des outils de travail à mettre en valeur.

Le représentant de la DRJSCE pointe qu'il faudra ajouter à terme l'URIOPSS et l'observatoire de l'alternance.

Une question se pose: s'agit-il d'un observatoire producteur de données ou des observations qui sont données dans le cadre de l'alternance?

Le représentant de la DRJSCE répond que c'est l'observatoire régional de l'État et dans cet observatoire, il y a l'observatoire de l'alternance.

Pour le représentant de la CAF de Rouen en 2011, il est important de présenter ce qui a bougé depuis la crise ; il est important de faire une intervention concernant l'emploi, l'isolement. On devrait voir la déclinaison locale de l'augmentation du chômage par exemple.

Les chercheurs du LERS signalent que les chiffres révélés ne sont pas dénués de conflit avec les producteurs de données eux-mêmes. Il apparaît par ailleurs qu'il n'y a jamais eu aussi peu de chiffres ; les chercheurs ne trouvent plus certaines données chiffrées telles, pour exemple, le chiffres sur le chômage des jeunes.

Dans le cadre de la politique de la ville, il n'y a aucune information sur le chômage des jeunes dans certains quartiers. On avait des données à une certaine période qui disparaissent : « La statistique publique a certains trous noirs ».

Conférences et colloques

Il est fait un point sur les conférences et les colloques de 2010 avec notamment celui qui se tiendra les 26 et 27 octobre 10 à l'IDS sur le thème « Regards croisés sur la régulation sociale des désordres ». Il est prévu plus de 70 sociologues en provenance de toute la France et des pays francophones. Le 30 mai 2010, date de clôture pour les réponses à l'appel à communication, il y avait plus de 75 propositions.

Les appels à communication figureront-ils dans cette partie ?

L'objectif étant que l'ensemble des partenaires puisse se servir de ce site, divers appels à communications seront affichés dès réception des informations.

Publications

Comme pour les autres rubriques, nous sommes pour l'instant dans l'attente de réponses aux sollicitations.

Le travail sur l'étude monétaire va être prochainement transmis.

Ingénierie sociale

Dans la partie consacrée à l'ingénierie sociale figure notamment le rapport du groupe de travail sur l'ingénierie sociale, présidé par Annick Morel.

Le DEIS à venir est construit sur un partenariat IDS-Université de Rouen.

La promotion DEIS actuelle termine prochainement sa formation ; nous demanderons donc des résumés de mémoire à intégrer dans le site.

Le choix a été fait de mettre les mémoires de niveau I et II mais pas ceux de niveau III ; le critère discriminant est la mobilisation d'une démarche de type recherche. Pour l'instant, seuls les mémoires de l'IDS apparaissent, il est important qu'apparaissent aussi les mémoires de l'IFEN.

Il est précisé que l'ARF (Association des Régions de France), en tant qu'instance politique n'a pas sa place dans l'ingénierie sociale [modification à réaliser].

Formation

Certains centres de formation de la région ne figurent pas dans la liste présentée; elle est donc à compléter.

Innovations pédagogiques

Dans cette rubrique figure notamment le module « comprendre les mutations de l'intervention sociale pour mieux agir » conçu par le groupe de travail « expérimentation-formation » (voir dans le présent compte-rendu, le chapitre activité du pôle).

Faut-il afficher ce module sur le site?

En traitant cette question, il est évoqué le financement de ce pôle et les ressources possibles par le biais de ce module.

Ressources documentaires

Cette rubrique permet un accès direct aux centres de ressources documentaires et une présentation des revues nationales et locales comme Etudes Normandes.

Europe-International

La rubrique Europe et International présente les agences européennes et internationales et les dispositifs pour accéder aux moyens favorisant la mobilité étudiante. Cette rubrique est aussi à compléter ; il faut notamment intégrer « Région sans frontière ».

Liens

Dans la partie lien mettre plutôt Intercarif qu'OREF ; ce site pourrait trouver sa place dans la partie associations et laboratoires de recherche nationaux. Les ressources disponibles sont sur le site Paca qui nécessite pour l'accès un mot de passe.

Échanges et commentaires à l'issue de la présentation

Plusieurs commentaires sont faits sur ce site « outil très intéressant » « très riche pour les étudiants...et les professionnels ».

Le portail sera-t-il ouvert à la Basse Normandie?

Les pôles ont vocation à s'organiser au niveau national.

La conseillère technique DGSCS a confirmé que ce pôle s'inscrit bien dans le cadre de ce projet initial.

Le représentant de la DRJSCS signale que l'objectif est d'inciter la recherche au sein des régions.

Le pôle doit d'abord valoriser ce qui existe et générer ensuite une autre dynamique.

Avec ce pôle « c'est un collectif qui se met en place. »

Diverses rencontres dans le cadre de ce pôle pourraient à terme avoir lieu au Havre ou à Évreux (locaux des centres de formation et des universités).

Dans la perspective de 2011, il faut ouvrir à l'extérieur avec des chercheurs du pôle et hors Haute-Normandie. Des structures, qui n'ont pas pour mission la recherche, peuvent produire des informations utiles (UNIFAF...). Des résultats de pratiques professionnelles peuvent aussi être mis en valeur. Il faut donc poursuivre la réflexion sur les séminaires à partir de février en l'ouvrant aux acteurs de terrain, de la formation et aux chercheurs.

Le représentant d'UNIFED rappelle que celle-ci est un regroupement de cinq associations (Croix-Rouge Française, FEHAP, FNCC, FEGAPEI, SYNEAS) qui n'a pas à se substituer aux employeurs. UNIFED est représentée au comité de pilotage mais n'a pas à participer aux thématiques de l'intervention; c'est aux établissements de s'impliquer directement. En revanche UNIFED peut relayer l'information auprès des employeurs adhérents en région.

A terme c'est plus la place de la CPNE en région d'être en contact avec le pôle que l'UNIFED; la CPNE est l'instance politique de la région de part l'accord avec les représentants des 5 syndicats salariés.

La CPNE en région est actuellement en « sommeil », mais l'activité reprendra en 2011 avec les moyens accordés.

Le pôle est financé pour 50 000 euros en 2010 par l'État pour sa création, mais il n'y a plus de subvention en 2011. Le représentant de la DRJSCS rappelle que l'État voit un intérêt réel à la mise en place de ces pôles pour toutes les régions.

La représentante du conseil régional signale que sur le poste de coordinateur du pôle, un salarié à temps partiel est remplacé par un salarié permanent à temps plein ; cela fragilise probablement le financement de ce pôle.

Le directeur général de l'IDS répond que le temps plein du salarié de l'IDS ne comprend pas que la coordination du pôle ; le DEIS et les échanges européens sont aussi des coordinations intégrées dans ce poste.

Pour pérenniser le pôle faut-il faire appel à des cotisations ?

La question du financement de 2011 sera à l'ordre du jour du comité de décembre.

La prochaine réunion de ce comité est fixée le:

Mercredi 15 décembre 2010

10h - 12h

à l'IDS